

Pourquoi « la » gauche vole-t-elle aujourd'hui en éclats ?

Philippe Lazar¹

Le Monde daté du 31 mars dernier titrait sur toute la largeur de sa une : « À gauche, le rejet massif de François Hollande » en prenant appui sur un sondage concernant les futures présidentielles qui ne donnait à ce dernier que 14% des suffrages au premier tour de scrutin, à peine plus qu'à Jean-Luc Mélenchon (11%), bien loin derrière les trois champions de la droite : Alain Juppé, Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy.

LES BASES EXPRIMÉES D'UN REJET

Ce qui est reproché en premier lieu par nombre des opposants de gauche, souvent très virulents, au président de la République et à son gouvernement est la « perte des valeurs de la gauche ». Cette critique a pris corps très tôt au cours du quinquennat et n'a fait que s'accroître avec la nomination de l'actuel Premier ministre, avec la promulgation de la loi dite « Loi Macron », puis avec le projet de loi constitutionnelle incluant la déchéance de nationalité pour terrorisme, aujourd'hui abandonné, et enfin avec le projet de réforme du Code du travail. S'agissant de ce dernier texte, nul ne peut nier que les inquiétudes qu'il suscite sont

souvent légitimes, et l'on ne peut que regretter qu'il ait été initialement formulé de façon maladroite. Cela étant, il s'inscrit manifestement dans la ligne social-démocrate choisie et assumée par François Hollande, c'est-à-dire dans une optique ouvertement réformatrice. On ne saurait dès lors s'étonner que la CFDT soit prête à en accepter les termes après leur révision mais qu'elle soit la seule des grandes organisations syndicales à oser le faire.

Si l'on veut pousser un peu plus loin l'analyse, on ne peut faire abstraction de quatre facteurs essentiels qui relèvent soit de l'opposition persistante entre les deux grands courants idéologiques de la gauche française, soit de la nature monarchique de nos institutions, soit de ce qu'il faut bien consentir à appeler le conservatisme social des avantages acquis.

UN RENOUVEAU DU COURANT « RÉVOLUTIONNAIRE »

Ne mettons pas en cause la sincérité de celles et ceux qui, comme les manifestants de « Nuit debout » et hélas tant d'autres, pensent encore que le capitalisme est un tigre de



¹ Le directeur de la revue s'exprime ici à titre personnel.

papier, que ses jours sont comptés, et même qui, pour certains d'entre eux, continuent de rêver explicitement au Grand soir...

Mais comment les uns et les autres peuvent-ils fermer les yeux sur le fait qu'il existe aujourd'hui plus de milliardaires à Beijing qu'à New-York ou que le pays qui fut celui du Petit-père des peuples n'a rien à envier aux États-Unis en termes de règne absolu de l'argent ? Comment peuvent-ils ignorer que la Grèce – qu'on se contente de le constater ou qu'on le déplore amèrement – n'a pas réussi à résister aux exigences de l'Union européenne quant au remboursement de sa dette et à la modification de sa politique économique ? Eût-il suffi qu'elle sorte de l'Europe pour y parvenir ? Force est simplement de prendre acte qu'elle n'a finalement pas voulu ou pas pu (ce qui revient au même) le faire.

UN REJET DÉLIBÉRÉ DU RÉFORMISME

On peut aussi se demander si, à l'inverse, les organisations politiques hostiles au réformisme n'ont pas pris acte avec réalisme de la dominance pour le moment sans appel du capitalisme financier et dès lors arrêté la décision, paradoxale seulement en apparence, de ne pas s'opposer au retour de la droite au pouvoir. Ainsi brutalement posée, la question est rude, reconnaissons-le, et elle ne peut manquer de provoquer des réactions indignées. Mais est-elle pour autant totalement injustifiée ? On voit bien ce que peuvent être les « avantages » d'une telle option, au moins temporaire : plus d'obstacles au retour d'un discours impérieux sur les valeurs,

une mobilisation évidemment plus facile des « travailleurs » contre le pouvoir à venir, une pression permanente sur un patronat contraint à des concessions pour acheter la paix sociale... Et il devient dès lors logique voire nécessaire, pour les tenants de cette option du style « terre brûlée », de contribuer activement à déstabiliser le président et le gouvernement socio-démocrates.

UNE « REALPOLITIK » EN PHASE AVEC LA NATURE DE NOS INSTITUTIONS

Les dirigeants des divers mouvements de gauche hostiles à l'actuel gouvernement ne peuvent réellement penser que celui-ci veuille ou même puisse « changer de politique » d'ici la prochaine échéance présidentielle. Ils n'ignorent donc pas que leur attitude contribue à décrédibiliser la reconduction du mandat de François Hollande ou l'élection alternative de l'un des membres de son camp. Leur stratégie opératoire est donc complètement polarisée par les deux élections de 2017 : la présidentielle et les législatives, et par ce qu'on sait de la primauté de la première et de ses conséquences sur la seconde.

Mettons les points sur les i. Jean-Luc Mélenchon a annoncé sa candidature sans même en prévenir son propre parti et ses alliés communistes, et il a récusé sa participation à toute primaire de gauche. Il est trop intelligent pour croire sérieusement qu'il sera jamais président de la République. Son réel objectif ne peut donc être que de rassembler suffisamment de suffrages pour accroître le nombre de ses partisans au-delà de l'échéance présidentielle. Les « frondeurs », quant à eux,



sont parmi les plus violents opposants au gouvernement mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas voté sa censure, ce qui serait logique mais qui conduirait à une dissolution immédiate de l'Assemblée Nationale avec, dès lors, une faible probabilité pour eux d'être réélus. Alors que, en 2017, ils peuvent espérer que leur discours porte à nouveau puisqu'ils se seront opposés à temps au président déchu...

UNE PRIORITÉ AUX « AVANTAGES ACQUIS »

Comment ne pas comprendre enfin les réticences des travailleurs à renoncer à des avantages acquis de haute lutte ? Quand on compare ceux-ci aux salaires de leurs dirigeants, à leurs parachutes dorés, aux actions qui leur sont généreusement attribuées, on peut très difficilement leur reprocher de ne pas vouloir se laisser dépouiller de ces modestes compléments salariaux. Seulement voilà : nous avons quelque trois millions de chômeurs qui, eux, n'ont ni avantages acquis ni salaires...

Un haut responsable d'un des syndicats oppositionnels, chargé de la formation professionnelle, répondait récemment en substance à une interview à propos du projet d'accroissement de l'effort de formation des chômeurs que c'était sûrement une très bonne initiative. Mais, ajoutait-il aussitôt, « elle ne doit quand même pas faire oublier la nécessité d'offrir aux travailleurs eux-mêmes (sous-entendu : « nos » syndiqués !) des possibilités équivalentes de formation ». Priorité « aux nôtres », la solidarité ou la fraternité de la devise républicaine, c'est manifestement pour « après » !

*

Le principal problème de notre société n'est-il pas pourtant de donner aujourd'hui à tout prix du travail à ceux qui n'en ont pas ? Il ne s'agit évidemment pas de brader le modèle social français. Mais est-il pour autant inacceptable de regarder ce que font en la matière avec succès nos voisins et de s'en inspirer ? C'est cette politique qu'avec beaucoup de détermination et, il faut le dire, de courage notre actuel gouvernement essaie de mener. Il y a de bonnes chances qu'elle porte ses fruits, mais dans un ou deux ans seulement, et que ce soit donc la majorité future qui en tire alors glorieusement bénéfice... ☺

